

"La bombe Schuman dominera les entretiens de Londres" dans Franc-Tireur (11 mai 1950)

Légende: Le 11 mai 1950, le journaliste Charles Ronsac décrit dans le quotidien Franc-Tireur certaines des conséquences de la déclaration Schuman sur les enjeux et sur le déroulement de la conférence des trois puissances occidentales qui s'ouvre le jour même à Londres.

Source: Franc-Tireur. 11.05.1950. Paris. ISSN 1256-0081.

Copyright: (c) Franc-Tireur

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_bombe_schuman_dominera_les_entretiens_de_londres"_dans_franc_tireur_11_mai_1950-fr-ac4eeae8-6422-4182-b6d6-fb5b87e8dc61.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La bombe Schuman dominera les entretiens de Londres

Dès hier, le projet français de « combinat » acier-charbon a fait l'objet des conversations Bevin-Acheson

Par téléphone, de notre envoyé spécial Charles RONSAC

Londres, 10 mai. – Il y a eu dans le passé tant de « conférences de dernière chance » qu'on serait tenté d'appeler « conférence de la première chance » celle qui s'ouvre ce matin à Lancaster House, à Londres.

La première chance est offerte à l'Europe de briser les carcans nationalistes qui l'étouffent et les rivalités qui la stérilisent. Telle est au moins l'impression qui se dégage de la situation nouvelle créée par la proposition française de créer une autorité européenne pour le charbon et l'acier.

La deuxième impression n'est pas moins nouvelle. Aucun des trois ministres ne vient à Londres avec les idées, ou en tout cas, avec les idées apparentes qu'il avait au moment où, il y a quelques semaines, le principe de cette conférence avait été décidé d'un commun accord.

Tout est changé

Pour Washington, il s'agissait alors avant tout de consolider le dispositif occidental de la guerre froide par la coordination des trois politiques et l'intégration de l'Allemagne dans le système atlantique.

Pour Londres — et c'était peut-être l'objectif le plus sain — il s'agissait de savoir comment on allait pouvoir concilier le plan Marshall et le plan Atlantique, c'est-à-dire financer les plans de défense sans compromettre le relèvement économique.

La même préoccupation existait à Paris, comme l'ont montré les propositions Bidault-Schuman d'un « Conseil » à la fois militaire et économique. Mais le gouvernement français espérait surtout tirer de cette conférence une sorte de « doctrine Truman » anglo-américaine pour l'Indochine. La proposition Schuman a relégué tout cela à l'arrière-plan.

Elle n'était pas prévue à l'ordre du jour. Elle a déjà dominé les conversations Acheson-Bevin d'aujourd'hui. Elle va naturellement dominer les discussions à trois qui s'ouvrent demain.

Toute l'atmosphère, toute l'orientation, toute la perspective de la conférence se trouvent transformées. Au lieu d'une conférence négative de guerre froide, nous allons avoir une conférence positive, une tentative d'organisation économique de l'Europe. Tel est le premier résultat psychologique et politique de la proposition française.

Schuman a choisi la surprise

Celle-ci n'est pas une surprise pour tout le monde. Elle a été annoncée pour la première fois, bien que sans détails, au cours du Conseil des ministres du mercredi 3 mai. Lundi dernier, seul dans la presse française, Franc-Tireur en publiait les grandes lignes, que le correspondant du New York Times avait déjà câblées aux Etats-Unis. Mais il est vrai que ni Washington ni Londres n'en avaient été officiellement avisés.

Estimant sans doute que de longues négociations diplomatiques l'auraient contraint à abandonner le projet qui aurait été éventé, puis diminué et dénaturé, le gouvernement français a choisi la surprise pour porter un grand coup.

C'est ce qu'on ne lui pardonne pas à Londres, où l'on continue à se demander pourquoi M. Robert Schuman n'a pas cru devoir consulter au préalable son collègue Bevin.

Qu'il y ait là, de la part du gouvernement français, une certaine manœuvre politique, au lendemain d'un «

accord » sur l'Indochine difficile à digérer et à la veille d'une conférence des Trois qui devait parler d'autre chose, ce n'est pas contestable. Mais qu'il y ait là également un effort louable et sans précédent pour surmonter un lourd passé nationaliste, c'est également une certitude.

Variations anglo-américaines sur un thème français

Comme le démontre la déclaration Acheson — qu'on lira d'autre part — la proposition a été accueillie avec faveur par le gouvernement américain... qui, en cette année électorale décisive pour les Etats-Unis, peut, enfin, apporter au Congrès un commencement « d'intégration européenne ».

Du côté anglais, après une première réaction plutôt tiède, le ton est devenu, cet après-midi, plus cordial. Et un porte-parole du Foreign Office n'a pas pu s'empêcher de « rappeler que le gouvernement britannique a toujours souhaité une solution permanente à la vieille querelle franco-allemande ».

Mais les Anglais ne dissimulent pas leur embarras et leur réserve. Bevin, ne pouvant pas encore prendre nettement et publiquement position, aurait préféré qu'Acheson s'abstînt de faire la déclaration qu'il a faite.

Commencé avec Acheson et Bevin dans le secret, le dialogue anglo-américain a pris, dans la soirée, un tour plus dramatique à l'occasion du dîner annuel des Pilgrins.

Dans son allocution de bienvenue, Attlee a mis volontairement l'accent sur la nécessité de la solidarité et de l'accord total entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et sur l'impossibilité de séparer les affaires étrangères des affaires intérieures, comme de séparer les questions politiques des questions économiques.

Pour répondre à ces paroles « anglo-américaines », M. Dean Acheson a prononcé un discours délibérément européen, soulignant la nécessité de dépasser les nationalistes et de créer des bases organiques entre l'Allemagne et ses voisins.

Tentative de supprimer le problème allemand

L'affaire ne fait donc que commencer. Et la question qui se pose désormais n'est plus de savoir si la proposition Schuman sera discutée, mais plutôt de savoir si sa réalisation sera décidée, même en cas d'hostilité britannique :

- Que nous soyons, ici, d'accord ou non, a dit M. Acheson, nous espérons que nous trouverons des possibilités nouvelles et supplémentaires de coopération internationale.

L'idée qui se trouva à la base de la proposition Schuman est simple : essayer de supprimer le « problème allemand » en enlevant à la Ruhr son caractère exclusivement allemand ; faire de cette association économique la première étape vers une planification des industries-clés européennes.

Mais l'idée aurait encore plus de chance d'atteindre son but si, en plus du Benelux, la Grande-Bretagne se joignait à la France et à l'Allemagne. Si elle reste à l'écart et dans l'incertitude qui règne encore en ce qui concerne le statut de propriété des industries de la Ruhr, c'est le secteur privé qui risque de l'emporter dans les mariages qui s'amorcent entre la houille nationalisée et la sidérurgie patronale. L'intervention de l'Angleterre — où les houillères sont également nationalisées et où la sidérurgie pourrait bien l'être également — rétablirait l'équilibre.

D'autre part, en collaboration avec la social-démocratie allemande, le Labour Party pourrait plus facilement exiger la nationalisation des industries de la Ruhr — ce qui est essentiel — en même temps que la participation des syndicats ouvriers à la question du futur consortium européen.